**Introduction sur l’aménagement du territoire en Algérie**

De 1962 à nos jours. L’Algérie a profondément changé de visage.

Depuis la reconquête de sa souveraineté, notre pays c’est certes, profondément métamorphosé grâce à un intense effort d’investissement. Cependant, ces changements ne se sont pas faits sans ruptures profondes ; l'état de son territoire en porte les traces.

***En effet, ce développement présente des distorsions graves et des exclusions multiples car il n'a pas été soutenu par une politique territoriale à sa mesure***.

Face à ces bouleversements et ces ruptures, les Algériens ont quelque peu perdu leurs marques, certaines de leurs valeurs, et s'interrogent tout naturellement avec inquiétude sur leur avenir et le devenir de leur pays.

Sur les marches du IIIe millénaire, l'Algérie fait face à l'un des plus grands défis de son histoire, un défi qu'elle doit relever et gagner, au risque d'être irrémédiablement reléguée parmi les pays les plus retardataires.

En effet, l'Algérie se trouve aujourd'hui confrontée à la difficile adéquation entre une population en croissance rapide et sa répartition spatiale, d'une part et la valorisation et la protection de ses ressources naturelles et l'emploi judicieux de ses ressources financières, d'autre part.

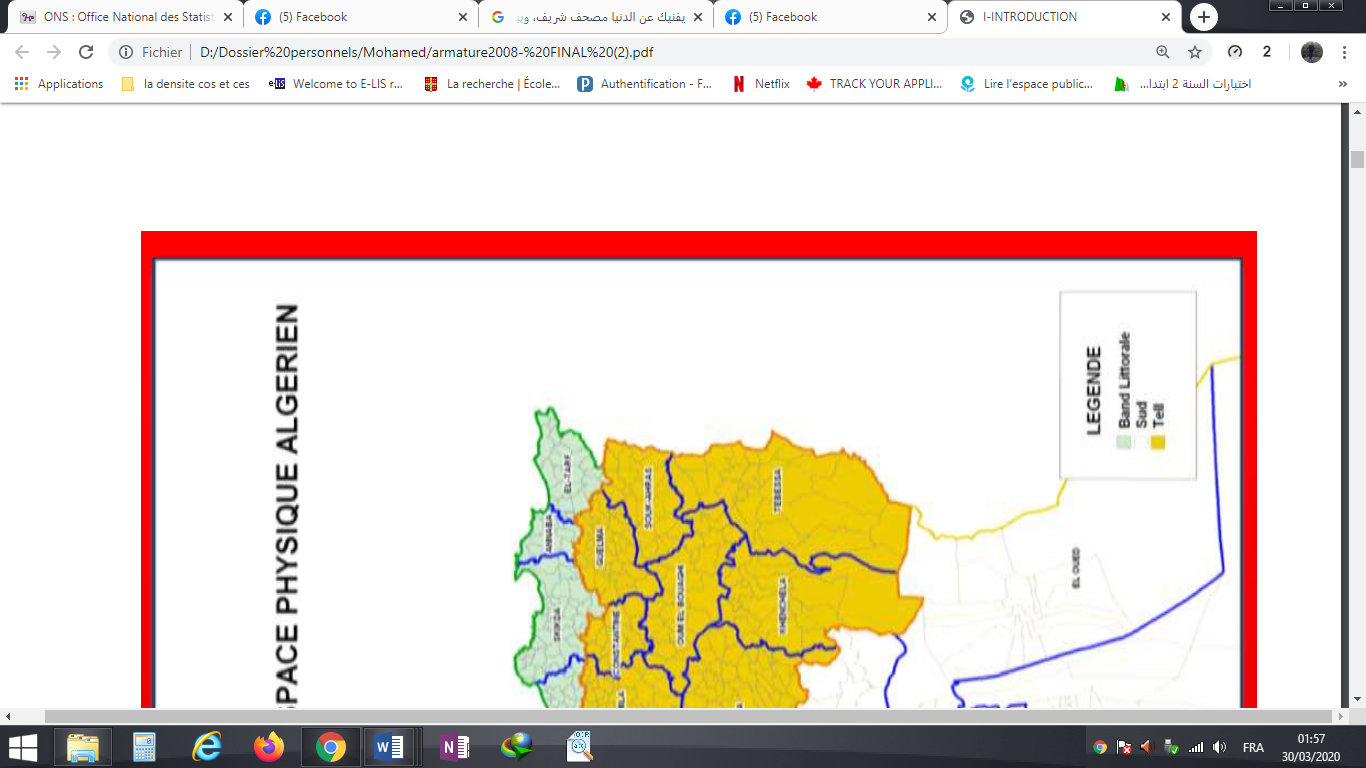
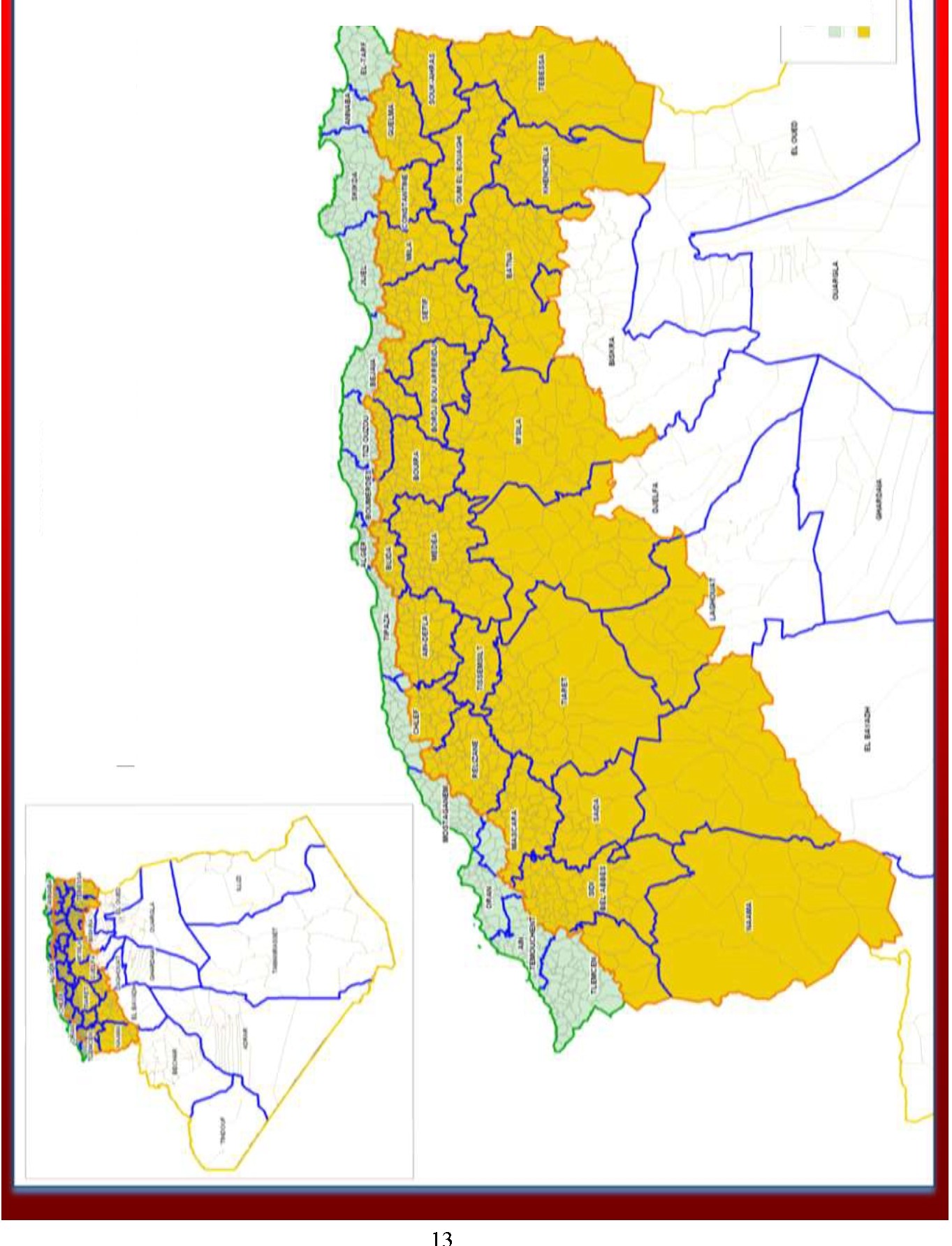
Avec ***600 000*** personnes supplémentaires en moyenne par an, le rythme de croissance de la population algérienne, malgré une légère tendance à la baisse, s'inscrit encore parmi les taux élevés.

En effet, la jeunesse de la population (55%), bénéfique à certains égards, constitue une contrainte majeure pour le développement, quant à sa prise en charge en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

Aux problèmes posés par l'importance de la croissance de la population, viennent s'ajouter ceux dus à :

Son inégale répartition : en l998, date de l’avant dernier recensement de la population, plus de 60% des habitants de l'Algérie sont concentrés au Nord, sur 4% du territoire national, là où se trouve l'essentiel du potentiel agricole (70% des terres agricoles de valeur) et hydraulique. Les régions des Hauts Plateaux abritent quant à elles, le quart de la population du pays sur 9% de la superficie nationale et le Sud près de 10% répartis sur 87% de l'ensemble du territoire.

Les résultats reste pratiquement les même dans le dernier RGPH de 2008, la carte suivante montre son inégale répartition ainsi que le tableau suivant le montre sur les trois derniers renoncements de l’habitat et de la population en Algérie.



**Les trois grands ensembles de l’espace physique Algérien**

**Tableau n°2 Répartition de la population selon les trois grands ensembles de l'espace physique Algérien**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Espace physique** | **Superficie approxi-**  **mative en**  **Km²** | **Population en millers d'habitants** | | | **Densité hab./Km2** | | | **Taux d'Accroissement**  **Annuel Moyen** | |
| **1987** | **1998** | **2008** | **1987** | **1998** | **2008** | **1998/**  **1987** | **2008/**  **1998** |
| **Bande littorale** | 45 000 | 8 904 | 11 000 | 12 342 | 197,8 | 244,4 | 274 | 1,9 | 1,17 |
| **1.9%** | **38.6%** | **37.8%** | **36.2%** |
| **Tell et**  **Steppe** | 255 000 | 12 145 | 15 300 | 18 010 | 47,6 | 60 | 70,6 | 2,08 | 1,67 |
| **10.7%** | **52.7%** | **52.6 %** | **52.9%** |
| **Nord Intérieur** du Littoral à la limite Nord de l’Atlas Saharien | **300 000** | **21 049** | **26 300** | **30 352** | 70,1 | 87,7 | 101,2 | 2 | 1,46 |
| **12.6%** | **91.3%** | **90.3%** | **89.1%** |
| **Sud** | 2 081 000 | 2 002 | 2 801 | 3 728 | 0,96 | 1,35 | 1,8 | 3,04 | 2,94 |
| **87.4%** | **8.7%** | **9.6 %** | **10.9%** |
| **ALGERIE** | **2 381 000** | **23 051** | **29 113** | **34 080** | **9,7** | **12,2** | **14,3** | **2,1** | **1,61** |
| **100%** | **100%** | **100%** | **100%** |

L'examen de la population selon les trois grands ensembles de l'espace physique montre qu'en valeur absolue la population de chacune des zones a connu une évolution positive entre les trois derniers recensements. Toutefois, Ces évolutions sont de volumes différents et ont tendance à la baisse.

En effet, la zone littorale qui a enregistré 2,1 Millions de personnes en plus entre 1987 et 1998 contre seulement 1.34 Millions entre 1998 et 2008. La zone " tell et steppe" a connu des variations de 3,16 puis de 2,7 Millions pour les mêmes périodes. Pour les mêmes intervalles de temps, la zone du Sud n'a enregistré que 801000 et 927000 habitants supplémentaires (voir tableau n° 2 ci-dessus)

Les communes actuelles ont des superficies généralement de petite taille dans la bande littorale. Elles deviennent plus grandes au fur et à mesure que l'on descend dans le Tell et la Steppe. Dans le Sud, elles prennent des dimensions comparables à la taille de certaines daïras et quelquefois de wilaya du littoral. En effet, la taille moyenne des communes est de 80 Km² dans la bande littorale, 300 Km² dans le Tell et la Steppe et de 11300 Km² au Sud. Les populations qu’elles renferment suivent par contre le phénomène inverse. La discontinuité du peuplement est le fait majeur. Il tient aux conditions physiques et l’existence de l’immense désert du Sahara.

L’espace algérien est ainsi caractérisé par un très fort indice de concentration de la population ; près de 90 % de la population sont concentrés sur les 12 % de la partie Nord du territoire. Bien que légèrement en recul, cette concentration reste très élevée La densité moyenne de la population est passée de 9.7 hab. /km² en 1987 à 12,2 hab. /Km² en 1998 et a atteint 14,3 hab. /km² au recensement de 2008.

Les taux d'accroissement annuels moyens calculés par zone montrent que dans la zone littorale la population croît moins vite que la moyenne nationale de l'accroissement naturel et que cette tendance s'accélère. La zone du Tell et de la Steppe enregistre quant à elle des taux d'accroissement annuels moyens sensiblement égaux à ceux de l'accroissement naturel pour les deux périodes considérées. La zone sud connaît les plus forts taux moyens d'accroissement de la population et qui sont de l'ordre de 3%, alors que ceux de l'accroissement naturel de l'Algérie sont de 2,1% entre 1987 et 1998 et 1.61 entre 1998 et 2008.

Face à cette exubérance démographique, les ressources naturelles sont, elles, par contre, limitées et mal réparties : sur les 238 millions d'hectares qui constituent le territoire national, seuls 40 millions d'hectares sont des terres pouvant porter une couverture végétale ou permettre des cultures, la surface agricole utile (SAU) ne totalisant, quant à elle que 7,5 à 8 millions d'hectares.

L'espace agricole de l'Algérie s'avère donc très limité, du fait tant du relief que du climat. La SAU qui représente en 2005 que 0.24 ha par habitant, n'en représentera que 0,19 ha en 2010 et 0.17 ha actuellement 2020.

Les ressources potentielles en eaux superficielles et souterraines sont localisées à hauteur de 60% au Nord, 13% dans les Hauts plateaux et 27% au Sud. L’essentiel des écoulements (89%) se trouvent dans le Tell : 18% à l'Ouest. 41% à l'Est et 24% au Centre. Paradoxalement, c'est la région Nord -Ouest, la moins arrosée qui dispose de l'un des meilleurs potentiels en sols du pays.

A terme, le conflit eau potable/agriculture/industrie risque de se poser de manière aigue :

La part de l'eau potable, qui ne dépasse pas 15% des ressources mobilisables actuellement, en représentera 40% en 2025, c'est-à-dire que cette augmentation se fera au détriment de l'agriculture et de l'industrie.

Aux contraintes naturelles et démographiques vient s'ajouter le poids de la conjoncture économique défavorable qui, à travers la baisse brutale de nos ressources extérieures, a réduit sensiblement nos moyens, tout en exigeant un maximum d'efficacité pour chacune des actions entreprises

Ainsi donc, c'est avec des moyens comptés que nous devons prendre en charge une population de 30 millions d'habitants en 2005, 36 millions en 2010 et plus de 43 millions en fin 2019.

Malgré les tendances à la stabilisation des populations dans leurs régions. tendances observées depuis 1987, et de même l'hypothèse se poursuivraient, le poids démographique des métropole et de la région tellienne demeurera préoccupant et porteur de tensions évidentes ; les régions telliennes du Nord abritaient 25 millions d'habitants en 2010 et près de 30 millions d'habitant aujourd’hui, alors que pour un territoire presque trois fois plus vaste, les Hauts plateaux en comptaient que 10 millions en 2010 et près de 12 millions aujourd’hui , les régions métropoles à elle seules 11 millions en 2010 et la seule région d’Alger, 6millions pour le même horizon.

A cela s'ajoute, l’enventuelle reprise des mouvements migratoires si des efforts de mise en valeur des régions intérieurs ne sont pas entrepris. D’ailleurs, des mouvements de cette tendance apparaissent déjà autour de certaines métropoles, ce qui s'explique par la dégradation de la situation dans monde rural et les tensions sécuritaires qui s’y exercent depuis quelques temps.

Aujourd‘hui, les 4 wilayas de la région métropolitaine d'Alger devront accueillir du seul fait de leur croit démographique, une population supplémentaire de plus de 3.000 000 d'habitants.

Les riches plaines de la Mitidja pourraient-elles alors supporter des densités de plus de 1.000 personnes au Km2 bien avant 2025’ ?

D'une manière générale, les ressources rares sont menacées tant par l'accroissement anarchique des établissements humains que par l'industrialisation et le développement des activités ou par certains phénomène naturels :

La population des eaux déjà avancée, risque de s'amplifier avec le développement des activités et la croissance urbaine, l'érosion quant à elle, plus importante dans les plaines du Nord, diminue régulièrement notre potentiel productif, alors que le phénomène de désertification des hauts Plateaux menace leur équilibre écologique et aggrave l'exode vers les agglomérations de ces zones.

La poursuite de ces tendances est lourde de conséquence et risque d'hypothéquer durablement toute tentative de développement, risque d'autant plus grave que l'ouverture de l'économie et la recomposition de l’économie mondiale imposent une discipline de compétitivité, obéissant au seul critère de la rentabilité maximale.

Inégalités sociales, chômage, déséquilibres spatiaux, exclusion, abandon de pans entiers de territoires, urbanisation anarchique, dérive des quartiers et des banlieues ..., tels en seraient alors les impacts les plus criants.

Ces risques porteurs de grands tensions voire de déchirure, pourraient mettre en péril la cohésion sociale et plus dangereusement l'unité nationale patiemment construite au fil du temps.

Dans de telles conditions, il est plus qu'impératif de redonner vie et corps au rôle de l'Etat et de créer les conditions pour un meilleur exercice de la citoyenneté et de préparer le cadre pour l'expression d'une ambition nationale renouvelée. La politique d'aménagement du territoire offre à cet égard une opportunité de choix pour l'Etat, qui doit retrouver à a faveur son rôle, ses missions, son lustre et sa légitimité.

Le rôle de l'Etat, en tant qu'expression de l'unité nationale et de la cohésion sociale et en tant que garant de l'intégrité du territoire et de l'égalité des chances de tous les citoyens, est à cet égard capital dans la période qui vient.

Les objectifs implicites de l'aménagement du territoire découlent à ce niveau d'une idée force, dont la finalité est d'entrainer une mutation profonde des fonctions de l’Etat : d'un Etat producteur à l'Etat organisateur du cadre, d'un Etat pouvoir à un pouvoir d'Etat. Cette nouvelle manière de voir et d'agir procurera sans nul doute une nouvelle légitimité, un respect et une considération durable à l'Etat.

Les objectifs affichés devront quant à eux nourrir l'espoir, fouetter les ambitions, et viser la cohésion et la recherche des équilibres, pour un nouveau visage de l'Algérie où le citoyen bénéficiaire et acteur sera replacé au cœur des institutions.

Pour l'atteinte de ces objectifs, il échoit à l’Etat de retrouver trois missions cardinales :

L’Etat, dans le cadre de ses prérogatives de puissance publique, doit rester le garant de la cohésion et de la justice sociale et doit assumer la solidarité nationale en corrigeant les déséquilibres régionaux et en favorisant la complémentarité entre les territoires ;

L’Etat se doit de jouer un rôle d'organisateur, de régulateur et de correcteur, en mettant en place les mécanismes incitatif pour orienter les investissements vers les espaces à développer et les mécanismes dissuasif, pour diminuer les pressions sur les espaces fortement sollicités, principalement ceux du Nord ;

L’Etat demeure enfin un promoteur-constructeur, par le biais des grands travaux et des équipements publics structurants afin d'aider au développement du pays et au décollage économique des espaces fortement déprimés, situés sur un territoire vaste qui peut constituer autant un atout dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, qu'un handicap dans le cas contraire.

Instrument de l'Etat, la politique d'Aménagement et de développement Durable du Territoire a pour fondement d’assurer :

- le service de l'intérêt général :

- la préservation, la pérennité des ressources naturelles : eau, sols, végétation, faune...

- la valorisation et l'optimisation de toutes les potentialités ;

- La correction des déséquilibres régionaux.

- La préservation et le développement de l'emploi.

Ainsi, par cette finalité nouvelle, l'Etat concepteur et arbitre de l'aménagement du territoire, crée le cadre dans lequel les individus créent le développement.

Au demeurant, si elle veut éviter les dérivés du passé, la nouvelle politique d'aménagement du territoire se doit d'abord d'être fondée sur une volonté politique forte, Elle devra, ensuite se fixer un cadre d'élaboration et définir des instruments propres et des moyens financiers et économiques d'intervention spécifiques, elle devra, enfin, préciser les missions et les compétences de tous les partenaires de l'aménagement du territoire : l'Etat, les collectivités locales, les partenaires sociaux économiques et les citoyens.

**L’aménagement du territoire entre hier et aujourd’hui :**

**Le nouveau rôle de l’Etat Algérienne**

L’entreprise d'aménagement du territoire a connu quatre phases de développement d'inégales valeurs :

• **la première** s'est caractérisée entre 1967 et 1978 par une : approche volontariste sous tendue par une justice sociale égalitariste,

• **la seconde** s'est officiellement engagée à partir de 1979 pour une politique d'aménagement du territoire, sans créer les conditions de sa mise en œuvre,

• **la troisième** correspond dès 1988 à l'efficacement des stratégies socio-économiques de l'Etat et à l'abandon de toutes les actions territoriales ;

• **la dernière ou phase actuelle**, correspond depuis 1994, au retour de l'aménagement du territoire dans l'organigramme du gouvernement et au souci de relance d'une nouvelle politique nationale d'aménagement du territoire.

**1. La nouvelle loi relative e à l'aménagement et au développement durable du territoire**:

La nouvelle politique nationale d'aménagement du territoire se fixe notamment pour objectifs :

• de maximiser les possibilités de croissance économique du pays, en rationalisant l'utilisation des ressources naturelles dans l'optique de leur utilisation durable.

• d'assurer une redistribution territoriale équitable des fruits de la croissance, dans la mesure où il est économiquement et socialement préférable de redéployer la création des activités et des richesses vers les populations, que de laisser ces activités et ces richesses se concentrer en des régions ou zones particulières, entrainant ainsi l'amplification des marginalisations, des exodes de population et de tous les désordres économiques et sociaux, attachés à l'état actuel de notre territoire, comme nous le verrons plus loin.

La loi n° 01-20 du 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire prend en charge ces nouvelles dimensions, dans la mesure où elle se base sur une stratégie et des instruments :

• a aptés au nouveau rôle d'animateur, de coordonnateur de régulateur de l‘économie nationale que se fixe désormais l’Etat ;

• aptes à mobiliser en tant que partenaires, les collectivités locales ;

• et capables également, d’impliquer et de mobiliser aussi bien les acteurs économiques que les citoyens à travers leurs associations.

**2. Les objectifs stratégiques**

*La politique nationale d’aménagement et (le développement durable) du territoire se fixe comme objectif d’assurer un développement harmonieux de l’ensemble du territoire national, alliant l’efficience économique, l’équité sociale, la promotion de l’homme et la protection de l’environnement*.

Le Schéma national d'aménagement du Territoire (SNAT) définit en fonction de cet objectif les orientations, les actions et les politiques territoriales appropriées qui permettront :

• de compenser les handicaps naturels et géographiques des régions et des territoires afin de promouvoir la mise en valeur, le développement et le peuplement équilibré du territoire national à travers notamment «l'option Haut Plateaux» (stratégie de reconquête des espaces intérieur des Hauts Plateaux qui doit redéployer vers ces régions les concentrations d’activité et les surcharges démographiques qui étouffent la zone littorale) ;

• de corriger les inégalités des chances et des conditions de vie, à travers notamment la diffusion des services publics et l'élimination de toutes les causes de la marginalisation et de l'exclusion sociales tant dans les campagnes que dans les villes ;

• de promouvoir la protection des ressources naturelles et des écosystèmes fragiles ainsi que des politiques spécifiques et adaptées aux particularités écologique, économiques et sociales des territoires et régions ;

• de maitriser et d'organiser la croissance des villes et de favoriser le développement qualitatif des agglomérations ;

• de protéger et valoriser les patrimoines génétiques, archéologique, historique et culturel nationaux ;

• de prendre en compte les nécessité d'intégration maghrébine et de développement euro-méditerranéen.

1. **Les politiques qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques du SNAT.**

Les objectifs stratégiques du SNAT qui expriment la nouvelle politique d’aménagement du territoire, reposent en premier lieu, du point de· vue de leur réalisation, sur les politiques d'équipement du territoire national, car c'est du développement concerté et équitable des grande infrastructures et équipements collectifs d’intérêt national que relève fondamentalement la possibilité de compenser les handicaps naturels et géographiques des régions intérieurs de notre pays et donc leurs chances de promotion économique équilibrée.

A ce titre, il est indispensable d’élaborer en vue de leur intégration harmonisée et concentré au SNAT les schémas directeurs nationaux des grandes infrastructures et équipements collectifs d'intérêt national, selon les prescriptions que fixe le SNAT dans l'optique de leur participation à la promotion qualitative de l'attractivité des territoires et des régions vis-à-vis de l'investissement.

Outre cette politique infrastructurelle, la réalisation des objectifs stratégiques du SNAT nécessite son accompagnement par d'autres politiques convergentes, portées elles-mêmes par des lots spécifiques, relatives à la protection el à la valorisation des écosystèmes sensibles et à la promotion du développement qualitatifs des villes :

• la loi relative au littoral.

• la loi relative aux massifs montagneux,

• la loi relative à la steppe.

• la loi relative à la politique de la ville,

Ce volet doit également comporter l’approfondissement de la décentralisation et la mise en œuvre d'un véritable système financier local, ouvrant effectivement sur le partenariat Etat collectivités locales.

1. **L'aménagement du territoire à l’horizon 2020**

Le schéma national d'aménagement du territoire constitue le cadre prospectif et réglementaire que l'Etat et ses démultiplications administratives doivent respecter, après son élaboration concertée et son approbation par voie législative.

Sur une période à long terme (20ans), le SNAT « dessine » un état possible du territoire qu'il est souhaitable d'atteindre pour cc terme et surtout les cheminements qui permettront d'approcher au mieux cet objectif, lié à la mise en valeur cohérente du territoire et à la rationalité de l'utilisation de ses ressources et de son occupation.

1. **Les instruments de mise en œuvre du SNAT**

Par-delà les schémas directeurs des grandes infrastructures et équipements d'intérêt collectif la mise en œuvre du SNAT nécessite d'autres instrument qui prolongent et développent les prescriptions et orientations stratégiques de l'instrument national, au niveau des « régions programmes d'aménagement et de développement» (schéma régionaux d'aménagement du territoire), des aires métropolitaines des grandes agglomérations (schémas directeurs d'aires métropolitaines),des wilayas ( plans d'aménagement du territoire des wilayas).

En tant que réseau hiérarchisé, ces instruments d'aménagement du territoire représentent donc la démultiplication jusqu'aux communes, par le prolongement du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) et aux citoyens, du cadre réglementaire qu'établit le Schéma national pour les principes d'organisation, de mise en valeur et d'occupation de l'espace national, régional et local.

Chaque instrument doit ainsi, pour déboucher sur un consensus qui engage les acteurs auxquels il s'adresse, associer à son élaboration et à son approbation l'ensemble des partenaires de la vie économique et sociale au plan national, régional et local, y compris les citoyens eux-mêmes, directement ou par le biais des associations.

Ces instruments garantissent l'unicité de la politique nationale d'aménagement du territoire, mais ne suffisent pas à la mise en œuvre totale du SNAT, dans la mesure où L’intégralité de leurs dispositions ne peut être opposable en économie de marché aux initiatives autonomes des acteurs économiques tant publics que privés.

Ils doivent être accompagnés d'instruments financiers qui permettent, par des mesures incitatives dans le cadre du fonds d'aménagement du territoire (subventions financière, et du code des investissements dégrèvements el aides indirectes diverses) et/ou dissuasives (taxe spécifiques) de promouvoir les initiatives et orientations économique souhaitables pour l'aménagement de nos régions et territoires, notamment en matière de localisation des activités.

Les acteurs de la politique nationale d’aménagement du territoire. Partenariat et adhésion.

Les instruments de l'aménagement du territoire ne s'adressent plus, comme au temps de l'économie administrée, à des acteurs indifférenciés car tenus globalement d'appliquer les injonctions des autorités centrales.

Ils doivent donc reconnaitre les diverses catégories d'acteurs dont les limites d'autonomie sont reconnues par la Constitution, et que l'Etat doit associer comme partenaires, dans l'œuvre de mise en valeur organisée du territoire national, à savoir les collectivités territoriales, les entrepreneurs, les syndicats, ainsi que les diverses organisations non gouvernementales (ONG) qui structurent et animent toute société démocratique moderne.

**• Le partenariat Etat-collectivités locales**

Le schéma **national** d'aménagement du territoire et ses instruments institutionnels d'application s'imposent aux collectivités locales après leur adoption.

Dans le respect des principes de la décentralisation, ces collectivités sont toutefois associées, selon les niveaux qui les concernent, à l'élaboration concertée et consensuelle des instruments institutionnel d’aménagement du territoire et dotées, pour leur mise en œuvre, des prérogatives qui leur reviennent en matière de conduite du développement, ainsi que des moyens nécessaires à l’exercice de ces prérogatives.

Au partenariat à établir ainsi avec les collectivités locales par le biais de la décentralisation et de l 'affectation des ressources fiscales correspondant aux prérogative, prises en charge doit également s'ajouter le souci des partenariats à développer avec les acteurs économiques publics et privés pour la réalisation de divers programmes ou actions prescrits par l'aménagement du territoire.

**• Les entrepreneurs et l'aménagement du territoire**

Les entreprises économiques sont les créateurs de richesses et les acteurs essentiels du développement ;

Dans la mesure où l'économie de marché garantit leur liberté d'initiative, les instruments institutionnels d'aménagement du territoire ne peuvent leur fixer aucune obligation.

Outre la recherche de leur adhésion aux principes et orientation de la politique nationale d'aménagement du territoire, en les associant aux concertations auxquelles donne lieu cette politique, les pouvoirs publics doivent développer à leur intention toute la panoplie d'instruments financiers mentionnés précédemment.

C'est en effet de l'adhésion des entrepreneurs que dépend totalement la réussite de la stratégie d'aménagement du territoire, dans la mesure où elle vise essentiellement à réorienter la localisation de leurs investissements, dans le sens d'une mise en valeur et d'une occupation équilibré de tout le territoire.

**• Le mouvement associatif, le citoyen et l'aménagement du territoire**

Au même titre que les entrepreneurs, les citoyens jouent un grand rôle dans la mise en œuvre et la réussite de la politique nationale d'aménagement du territoire dont ils sont acteurs, en tant qu'agents économiques (à travers leur diverses activités) et en tant qu'utilisateurs des infrastructures, équipements et services, dont la bonne distribution sur le territoire relève de cette politique.

Il est donc indispensable susciter l'adhésion des citoyens, en impliquant dans les concertations les associations et organisations non gouvernementale qui structurent toute société démocratique.

C’est dire que la nouvelle politique nationale d’aménagement et de développement durable du territoire et intimement liée à l’émergence de la nouvelle société démographique.

Nous venons d’en esquisser, à grand trais, les grandes lignes et nous aurons, comme c’est l’objet du présent rapport, à la détailler après avoir analysé l’état actuel de notre territoire.